



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Tensions au Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2548

Texte de la question

TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

M. le président. La parole est à M. Joaquim Pueyo.

M. Joaquim Pueyo. La situation géopolitique au Proche et Moyen-Orient est de plus en plus préoccupante, en raison des événements actuels en Irak, en Libye, en Syrie et dans le golfe Persique.

Alors même que l'Irak connaît des tensions internes depuis plusieurs semaines, les tensions entre l'Iran et les États-Unis ont monté d'un cran avec la mort commandée par le président Donald Trump du général iranien Soleimani.

À la suite de cet événement, le Parlement irakien a adopté dimanche 5 janvier une résolution visant à retirer la demande d'aide internationale pour lutter contre l'organisation terroriste Daech. Cette résolution, si elle était appliquée, fragiliserait la lutte contre une menace terroriste toujours présente en forçant la coalition internationale, dont la France est membre, à retirer ses troupes d'Irak.

Quelle initiative la France et l'Europe peuvent-elles prendre pour éviter une escalade qui déstabiliserait davantage cette région et aurait des répercussions sur notre sécurité ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

Dans le même temps, l'Iran annonce qu'« il n'y a plus aucun obstacle entravant le programme nucléaire de la République islamique sur le plan opérationnel ». Cette décision est inquiétante, car elle porte un coup supplémentaire à l'accord négocié en 2015 entre l'Iran, les membres du Conseil de sécurité, l'Allemagne et l'Union européenne. Bien que le gouvernement iranien précise que son pays pourrait revenir sur cette décision si les sanctions américaines étaient levées, la France et les Européens doivent s'impliquer fortement pour sauvegarder cet accord.

Notre pays a toujours adopté une position mesurée et constructive pour garantir que les tensions dans la région ne dégénèrent pas en conflit ouvert. Il sait reconnaître les responsabilités de chacun et doit donc jouer un rôle central de médiation. (Mme Valérie Rabault applaudit.)

Monsieur le Premier ministre, quelles actions concrètes notre pays et les autres pays européens peuvent-ils prendre pour sauvegarder l'accord sur le nucléaire et amener l'Iran à respecter à nouveau l'ensemble de ses obligations ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Baptiste Lemoyne, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères*. Il est clair que la crise que nous connaissons aujourd'hui ne vient pas de nulle part. Cela fait plusieurs mois que la France et les Européens lancent l'alerte : il y a eu de mauvaises réactions iraniennes à de mauvaises décisions américaines, et cela remonte au moins au mois de mai 2018, lorsque l'une des parties à l'accord de Vienne s'en est retirée.

M. Jean-Luc Mélenchon. Les Américains !

M. Meyer Habib. Nous avons une dette vis-à-vis des Américains !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, *secrétaire d'État*. Nous constatons aujourd'hui les risques et les périls de la stratégie de tension maximale. Je veux rappeler ici que les réactions iraniennes se sont traduites par des violations successives de cet accord sur le nucléaire qui est aujourd'hui en danger, en partie vidé de sa substance. Nous avons constaté aussi des actions de déstabilisation régionale : je veux rappeler les attaques de tankers, l'attaque du drone américain, les attaques conduites le 14 septembre contre les sites pétroliers saoudiens.

M. Jean-Luc Mélenchon. C'est grave : vous êtes en train d'accuser l'Iran !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, *secrétaire d'État*. La détention arbitraire par l'Iran de ressortissants étrangers n'est pas acceptable, en particulier celle de deux de nos compatriotes, que saluait Anne Genetet - je crois que vos applaudissements leur parviendront là où ils sont. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes LR et SOC.*)

Le rôle négatif joué par la force Al-Qods n'est plus à prouver.

Aujourd'hui, nous entendons, avec les Européens, œuvrer à la désescalade. C'est notre priorité absolue, car il faut sortir de cet engrenage, et faire en sorte que la négociation, la diplomatie, retrouvent leurs droits. Il faut réenclencher un cercle vertueux et revenir dans un cadre stable et prévisible. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [M. Joaquim Pueyo](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2548

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 janvier 2020](#)